

SERVICE PUBLIC PAYANT ?

On n'arrête pas le progrès, mais il faut juste le payer. Après la mise en place des centres de contact, nous avons eu la désagréable surprise de découvrir que le numéro d'appel était payant ! Pour la CGT, le service public doit rester gratuit, nos services sont financés par l'impôt. C'est le pacte républicain que nous nous engageons à faire respecter. Autre surprise, l'inscription à la préparation aux concours est devenue payante. 30 € pour s'inscrire à une préparation interne, moi je vous le dis, il y a de l'abus. Il n'y a aucune raison de faire payer un droit d'inscription pour un concours interne ! Allons nous devoir bientôt payer pour aller en stage ? Pour postuler sur une liste d'aptitude ?

FAUX AMIS

La vie syndicale n'est pas un long fleuve tranquille et certaines organisations syndicales ne s'embarrassent pas de cohérence. Ainsi une organisation groupusculaire à la DGFIP fait signer une pétition pour « que les jeunes B ne soient pas lésés par l'application de PPCR ». Protocole que la même organisation a signé des deux mains, sans trop se poser de questions semblerait-il.

Une autre organisation, la CFDT, continue de faire le service après vente du gouvernement sur ce même protocole PPCR. Ils sont tout contents de nous présenter les nouvelles grilles « obtenues » par cet accord. Inutile de se mobiliser donc, puisque la CFDT « négocie » pour vous « une meilleure carrière et une meilleure rémunération ». Un conseil : regardez tout de même l'évolution du chiffre en bas de vos feuilles de paye dans les prochains mois, vous risquez d'être déçus. Et puis bizarrement, ils ne parlent pas de la rémunération au mérite et de la mobilité forcée réintroduite par ce même accord qu'ils ont signé les yeux fermés, en oubliant aussi de faire fonctionner leur calculatrice. Nous rappellerons juste que la CGT s'est opposée à ce protocole car il n'apporte pas grand-chose de positif et **beaucoup de négatif** ! Pour la CGT, il est plus qu'urgent de se battre tous ensemble pour nos droits avec les syndicats qui n'ont pas renoncé à défendre les salarié-es.

EMPLOIS – MISSIONS – RESEAU

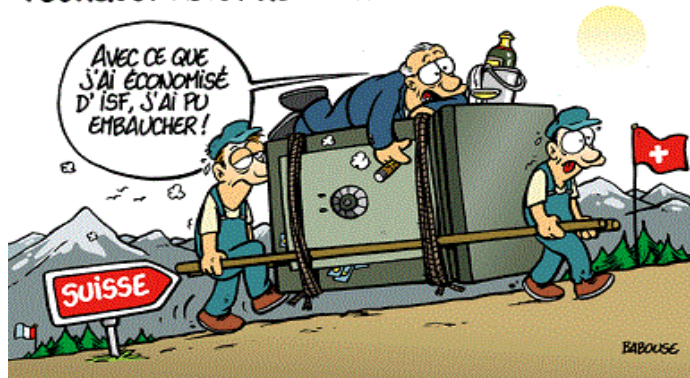
L'intersyndicale 44 (CGT, Solidaires et FO) s'est réunie lundi 17 octobre pour organiser la mobilisation locale dans le cadre d'un grand mouvement national à la DGFIP qui va s'étaler jusqu'à la fin de l'année au moins. Première information qui a pu vous échapper, un **préavis de grève continu** couvre l'ensemble des agent-es de la DGFIP depuis le 10 octobre et jusqu'au

31 décembre 2016. En effet, plusieurs départements se sont lancés dans la lutte (ben oui, les incantations ne vont pas suffire). Ainsi le 59 a commencé dès le 10 octobre des grèves tournantes avec blocage d'un site différent chaque jour. Ce mode d'action a bien fonctionné au printemps dans le 66. Si tous les départements en faisaient de même, les négociations à Bercy s'ouvriraient comme par miracle ! Dans notre beau département, l'intersyndicale se remet en marche doucement mais sûrement avec comme premier objectif de **réussir la journée de grève du 15 novembre**. La question de la construction d'un mouvement de nature à inverser la logique destructrice qui est à l'œuvre à la DGFIP est posée.

ISF PLUS FORT QUE LE BOUCLIER FISCAL

1,077 milliard d'euros ont été reversés par les finances publiques aux plus riches, un chiffre en hausse de 19 % sur un an. À ce rythme là, on se demande bien pourquoi certains voudraient supprimer l'ISF...

POURQUOI RÉFORMER L'ISF ?



À PROPOS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Un article paru en août 2016 dans le magazine GMF & VOUS révèle des chiffres le plus souvent méconnus sur la Fonction Publique : divers mais très instructifs. Ainsi :

- 20 % de la population active est fonctionnaire dont 62 % sont des femmes. L'âge moyen est de 42,2 ans.
- 42 % des fonctionnaires travaillent le dimanche et les jours fériés.
- 28,6% des salarié-es du secteur public disent avoir été victimes d'une agression verbale de la part du public au cours des 12 derniers mois contre 15,4% des salarié-es du secteur privé (Source : DARES).
- 95 % des fonctionnaires sont fiers de l'être (Source : Deloitte avec IFOP).
- 88 % des Européens considèrent que les services publics français sont les plus performants (Source : BVA, institut Paul Louvrier, juin 2013).

